



Les leaders Maya Ch'orti' sont lourdement réprimé-e-s. Sur la photo sont présentes Yesenia Onicia Martínez (représentante de Corozal Arriba), Elodia Castillo Vásquez (présidente de COMUN-DICH), Elfa Marina Escalante Vásquez et sa fille Gloria.
Photo: Laura Kleiner (PWS)

Deux ans et demi au Guatemala – Récit d'une observatrice des droits humains

« Avec les nombreux meurtres commis et le haut niveau d'impunité présent dans le pays, le risque pour les organisations que nous soutenons augmente », déclare Laura Kleiner, observatrice des droits humains.

Au cours des huit premiers mois de cette année, 18 défenseur-e-s des droits humains et du territoire ont été assassiné-e-s au Guatemala et la répression contre les mouvements sociaux est très importante. En outre, le président guatémaltèque a déclenché une crise politique avec sa décision de ne pas renouveler le mandat de la Commission internationale des Nations Unies contre l'impunité au Guatemala (CICIG) et de refuser le retour du commissaire qui la dirige sur le territoire national. Que se passe-t-il actuellement au Guatemala? Nous essayons d'apporter quelques réponses à cette question grâce à l'interview de Laura Kleiner.

PWS: Laura, tu étais accompagnatrice des droits humains pour ACOGUATE, organisation partenaire de PWS, pendant environ deux ans et demi. Qu'est-ce qui a le plus changé au Guatemala durant cette période ?

Laura Kleiner: La première chose qui me vient à l'esprit,

c'est tout d'abord ce qui n'a pas changé: le racisme, les inégalités, la répression contre les défenseur-e-s des droits humains (DDH), la corruption du gouvernement, la terreur comme moyen de maintien du pouvoir.

Lorsque je suis arrivée au Guatemala au début de l'année 2016, Jimmy Morales a pris ses fonctions en tant que président. Avec lui, la corruption au sein du gouvernement et du Congrès a même été renforcée. Avant mon arrivée, Pérez Molina, le président alors en place, avait été contraint de démissionner et est maintenant incarcéré pour corruption. Comparativement aux protestations précédentes, la présence de l'armée et de la police dans les manifestations actuelles a considérablement augmenté. Cette militarisation dans la capitale ainsi que l'instabilité politique ont semé la peur, et les traumatismes de guerre se sont à nouveau réveillés.

Pour moi, personnellement, j'associe ma première année à des progrès considérables pour le travail de mémoire et de gestion du passé. Après cela, tout s'est à nouveau ralenti, et la poursuite du procès du massacre à Las Dos Erres a été reportée.

Pourquoi les procès concernant des violations de droits humains durant le conflit armé interne sont-ils reportés à plusieurs reprises?

De nombreux recours ont été déposés pour interrompre continuellement les procès en lien avec les crimes commis par le passé. Le but étant d'attendre que les témoins soient gagné-e-s par la maladie, l'épuisement, ou la mort. Ainsi, l'impunité pour les anciens militaires de haut rang, qui sont encore indirectement au pouvoir, est garantie.

La répression à l'encontre des mouvements sociaux s'est intensifiée au cours des six derniers mois et, compte tenu de la politique « anti-État de droit » du président Morales, certaines voix parleraient d'un possible coup d'état par le haut. Qu'est-ce qui se passe exactement?

À mon avis, Morales se sent menacé par la CICIG, qui demande la levée de son immunité pour enquêter sur le financement de sa campagne électorale. Alors que certains spéculent sur un coup d'état par le haut, d'autres

descrirent la situation actuelle déjà comme tel, puisque le gouvernement ne tient pas compte de la séparation des pouvoirs en agissant contre la décision de la Cour Constitutionnelle.

La question est maintenant de savoir comment la population réagit. L'augmentation des attaques et des assassinats de leaders sociaux et de DDH pourrait être due à la répression des mobilisations sociales de masse, comme en 2015 contre le président de l'époque, Pérez Molina.

«L'Etat se sent menacé par les institutions et organisations de défense des droits humains.»

Comment la situation politique affecte-t-elle les organisations et les communautés que soutient ACOGUATE?

Les organisations que nous accompagnons sont de plus en plus touchées par la criminalisation et la diffamation, comme c'est le cas pour la « Resistencia Pacífica » de Ixquis (Département de Huehuetenango). La société hydroélectrique à laquelle la « Resistencia » s'oppose provoque une fracture sociale dans la région en payant des habitant-e-s pour diffamer leurs voisins en les accusant d'être des membres de groupes violents, délégitimant ainsi le mouvement social. À Corozal Arriba (Département de Zacapa) également, la criminalisation au niveau local est évidente: six membres de la communauté ont été condamnés sans preuve à six ans de prison pour meurtre. Alors que les témoins de la défense ont été déclarés non fiables par le tribunal, tout le verdict repose sur une déclaration douteuse faite par une personne qui



Laura Kleiner (28 ans) a étudié le droit et a été observatrice des droits humains avec ACOGUATE au Guatemala depuis début 2016 jusqu'en mars 2018. De mars à septembre 2018, elle a soutenu la coordination du projet dans plusieurs tâches de manière temporaire.

Photo: SweFOR

travaille pour le propriétaire du domaine, avec lequel la communauté est impliquée dans un conflit foncier.

Avec les nombreux assassinats de leaders sociaux, les organisations que nous accompagnons sont exposées à un risque important. On peut par exemple parler des opposant-e-s à la compagnie minière «Minera San Rafael», qui se trouvent dans une situation très tendue. En juillet de cette année, deux membres du mouvement de résistance contre la mine « San Rafael » ont été assassinés.

Les régressions et attaques menacent non seulement la vie et l'intégrité des personnes de la société civile, mais également des autorités étatiques, comme le procureur des droits humains. Qu'est-ce que cela signifie pour les cas accompagnés par ACOGUATE?

Cela confirme que l'État se sent menacé par ces institutions et organisations de défense des droits humains. Et cela montre que même si le travail de défense des droits humains d'une autorité étatique est attaqué, la situation des ONG est encore bien pire. L'une des rares instances gouvernementales à la disposition des DDH et avec laquelle ACOGUATE est en contact ne peut pas leur garantir une protection, car elle nécessite elle-même d'être protégée.

Outre les problèmes extrêmement préoccupants, y a-t-il aussi des développements prometteurs au Guatemala?

Oui! Ceux-ci comprennent les progrès réalisés dans les cas de violence sexuelle pendant le conflit armé interne. En février 2016, il y a eu le jugement historique pour esclavage sexuel dans le cas Sepur Zarco. Ensuite, en mai 2018, quatre officiers supérieurs ont été reconnus coupables de disparitions forcées et de viols dans le cas Molina Theissen. En outre, en juillet de cette année, un autre procès traitant de violence sexuelle a débuté, impliquant 35 femmes survivantes, qui sont également accompagnées par ACOGUATE.

Une autre évolution positive est la coopération de diverses organisations de défense des droits humains pour rendre visibles les DDH locaux. Ceci comprend la remise du prix de « Frontline Defenders » 2018 à la « Resistencia Pacífica » de Ixquis et le prix Alice Zachmann pour DDH 2017 à Elodia Castillo Vasquez, la leader et présidente Ch'orti' de COMUNDICH, organisation accompagnée par ACOGUATE.

Le travail du procureur des droits humains, Jordán Rodas, et son engagement contre les violations de l'État de droit par le gouvernement peuvent également être considérés comme des progrès.